

En remerciant les Camerounaises et les Camerounais qui croyant en la République et en la Démocrates se sont mobilisés, convaincus que le Cameroun allait prendre un tournant décisif pour son affirmation comme force politique, économique, sociale, culturelle, comme pays émergeant de par l'effectivité de la gouvernance, mobilisant les populations sur des bases éthiques, dans tous les secteurs de la vie et des activités de la nation, nous venons vous rassurer qu'au lendemain de la triste journée du 9 octobre 2011, nous devons plus que jamais nous engager dans l'accomplissement de la noble mission républicaine et démocratique qui nous incombe, comme camerounais, comme africain, comme être humain.
L'élection du 9 octobre 2011, du fait du non-respect de la loi républicaine et du jeu démocratique, les irrégularités flagrantes et les fraudes massives observées dans les 58 départements du Cameroun et tout le dysfonctionnement soigneusement élaboré par Elecam et l'administration, viennent accroitre les frustrations des Camerounais qui souffrent déjà de la pauvreté voire de la misère , du fait de la mauvaise gestion de nos ressources, à commencer par les ressources humaines, puis, de la corruption, des malversations qui sont consacrées en véritables institutions.
Cette élection ouvre la voie à la violence, éloignant de la paix, de l'unité nationale, de la mobilisation des Camerounais pour la construction nationale et le rétablissement de la confiance entre Camerounais et avec nos partenaires.
Elecam, pour lequel on s'est battu pour lui donner son contenu de véritable organe indépendant a failli et s'est affirmé comme organe au service du pouvoir en place. C'est ainsi que Elecam a posé des actes graves en procédant à des inscriptions sur des listes électorales en dehors des commissions légalement crées pour ce faire, en remettant l'ancien fichier électoral dans le circuit, ignorant tout le travail de révision et des nouvelles inscriptions, déployé dans le cadre des commissions d'inscription et de révision des listes électorale ; Elecam a ainsi réussi à gonfler le nombre des électeurs fictifs, de nombreux doublons dont les cartes vont servir pour le bourrage des urnes ; jusque-là, beaucoup de cartes vont rester sans preneurs.
Elecam a été aidé pour ce faire par les autorités administratives qui se sont arrogées le droit de circuler dans les bureaux de vote et aux alentours pour intimider les rares représentants des candidats de l'opposition qui, déjà, dans les bureaux de vote, étaient tenus à distance et ne participaient pas aux opérations de contrôle des pièces présentées avant le vote. Ce qui a permis aux représentants d'Elecam, présidents des bureaux de vote de laisser voter et des enfants mineurs avec les cartes nationales d'identité, et des militants du Rdpc plusieurs fois, et parfois avec des cartes d'électeurs qui ne leur appartenaient pas.
Il y a eu de la part d'Elecam, une mauvaise organisation matérielle voulue et bien à dessein et non une « faute de jeunesse » comme a déclaré le président du Rdpc. Cela s'est traduit par la distribution tardive des cartes aux électeurs normalement inscrits, par le retard dans l'acheminement du matériel électoral, par les discriminations entre les candidats dont certains n'avaient pas leurs bulletins dans les bureaux de vote ou en avaient en nombre insuffisant, par une encre indélébile qui n'en était pas une, par la création des bureaux de vote dans les chefferies, les camps militaires pour favoriser le candidat du Rdpc ; Ainsi, va-t-on arriver à la situation où un bureau de vote va totaliser 1500 électeurs au lieu de 500 inscrits, par exemple.

Le dysfonctionnement va aussi être marqué, par le vote dans les salles de classes délabrées, sans lumière, sans commodités où les PV seront remplis à la lumière de la bougie ou de la torche. Nombreux sont les électeurs qui vont passer la journée du 9 octobre à la recherche de leur carte d'électeur ou du bureau de vote. Ainsi, nous pouvons réaliser le taux très bas de participation au vote, pas seulement du fait des abstentions, mais surtout parce que Elecam et l'Administration ont tout fait pour empêcher le citoyen d'accomplir son devoir Républicain.
Nous assisterons aussi à la situation des bureaux de vote qui seront ouverts de 8h à 18h sans électeurs, et d'autres où on va noter une absence flagrante des représentants d'Elecam.
Dans l'ensemble, Elecam ne va pas ainsi assurer sa mission d'organe indépendant, d'impartialité dans les bureaux de vote en garantissant l'effectivité de la présence et du rôle des représentants des candidats.
Toutes ces irrégularités ont empêché les Camerounais d'accomplir leur devoir citoyen et républicain de vote qui est aussi leur premier droit. Les règles de jeu non acceptées nous installent dans l'illégalité et enlèvent tout fondement de la légitimité. Les camerounais n'acceptent pas cela, parce que très nombreux, la très grande majorité, sont ceux et celles qui se déploient pour asseoir la démocratie, pour l'affirmation de la République, de la réalisation du Bien Commun, de l'effectivité de l'intérêt général pour lesquels chaque personne participe pleinement comme partenaire partie prenante.
Ce qui s'est passé le 9 octobre 2011 plaçant le Cameroun au rang des États antidémocratiques alors qu'il est déjà au rang des États les plus corrompus est indigne d'un grand pays et d'un grand peuple devant être exemplaires en Afrique et dans le monde.
C'est pour toutes ces raisons que l'Équipe Républicaine et Démocratique va poursuivre plus profondément que jamais sa noble mission où avec tous les Camerounais et toutes les Camerounaises, la République, la Démocratie, c'est-à-dire le bien commun, le sens de l'intérêt général vont l'emporter.
Foumban le 10 octobre 2011
Dr Adamou Ndam Njoya